

*L'Adresse—M. Andre*

pas gaspiller l'effet de nouveauté en faisant ébruiter les vraies nouvelles par Sa Majesté, préférant en réserver la primeur au premier ministre et aux autres excellences, pour concentrer sur eux l'attention du public.

Quiconque était assis ici ou a somnolé pendant le discours du premier ministre hier s'est rendu compte que cette théorie ne résiste pas à un examen sérieux car son texte se comparait fort bien en banalité et en insignifiance au discours du trône de la veille. En fait, il y avait seulement deux initiatives nouvelles dans le discours fort long du premier ministre. Premièrement, l'annonce d'une injection supplémentaire de 150 millions de dollars pour la création d'emplois, idée que d'ailleurs le premier ministre a avoué avoir volé à son ministre des Finances (M. Chrétien)—je m'attends d'ailleurs à une reprise là-dessus ce soir—et la seconde, le projet de référendum. Comme cela a été clairement établi au cours de la période des questions cet après-midi, cette dernière initiative est un ajout de dernière heure que le premier ministre n'avait pas soumis à l'approbation du cabinet. En fait, un comité du cabinet avait déjà rejeté cette idée mais, semble-t-il, les gourous du bureau du premier ministre, après avoir observé la réaction au discours du trône, se sont dit qu'il fallait donner un peu de substance au discours du chef du gouvernement, alors ils ont ressorti cela.

C'est tragique parce que les problèmes dont le premier ministre a parlé dans son discours sont réels. Ce dont le pays a besoin maintenant, c'est de leadership et non d'un discours électoral—mais c'est tout de même ce à quoi nous avons eu droit—un long discours sur les problèmes du pays qui ne proposait aucune solution et ne mettait pas le doigt sur la cause des problèmes.

Il y a une troisième explication possible à ce banal discours du trône, et elle nous vient des partisans des libéraux. Fondamentalement, cela se résume à cette thèse: les problèmes sont si effroyables qu'aucune solution n'existe, car s'il y en avait eu une, alors les génies du cabinet libéral l'auraient trouvée et nous en auraient fait part dans le discours du trône. Voilà la ligne de pensée exprimée par W. A. Wilson, entre autres. C'est tout simplement du baratin parce que des solutions aux problèmes il y en a, et d'excellentes.

Un élément de solution aux difficultés que connaît actuellement le secteur manufacturier a été proposé par un député partisan du gouvernement plus tôt cet après-midi. Tout ce dont on a besoin, c'est que le gouvernement, le premier ministre et le cabinet impriment l'élan nécessaire à l'examen de diverses approches et solutions différentes à ces problèmes et au choix des meilleures, compte tenu des circonstances. Tout ce dont on a besoin, c'est que ce genre de leadership s'exerce et que le gouvernement exprime son intention d'adopter certaines mesures, qu'il les insère, dans le discours du trône, puis, qu'il les soumette à la Chambre aux fins de discussion. Voilà ce dont nous avons désespérément besoin aujourd'hui car, à la base de toutes les plaintes, frustrations et difficultés que suscite l'économie, il existe un désir réel de leadership et d'orientation. Les Canadiens aimeraient savoir que quelqu'un prend sur lui ce fardeau, que quelqu'un se préoccupe de la situation, que quelqu'un prend des mesures pour tenter de remettre ce pays dans la bonne voie. Il n'y a aucune manifestation d'une telle volonté dans ce gouvernement. Si le leadership ne vient pas du gouvernement fédéral, d'où viendra-t-il, voulez-vous bien me le dire?

● (1632)

Mon chef a exposé les diverses solutions possibles à nos problèmes économiques et les divers moyens d'action qui s'offrent au gouvernement. D'autres députés au nom du parti progressiste conservateur, reprendront ces exposés. Un grand nombre de chroniqueurs financiers ont exposé ces solutions dans les journaux de même que les spécialistes de divers organismes à vocation économique. Dans sa livraison d'aujourd'hui le *Today* d'Ottawa publie un article de Carol Goar qui résume l'opinion de plusieurs économistes réputés au Canada sur les démarches que le gouvernement fédéral devrait entreprendre. Les avis ne manquent donc pas si le gouvernement voulait simplement assumer ses responsabilités.

Une autre cause de notre faiblesse économique, c'est l'excès de dépenses publiques. Je pense que le premier ministre a reconnu au moins partiellement que les dépenses de son gouvernement étaient à l'origine des problèmes économiques que connaît le Canada aujourd'hui. A la page 32 du *hansard* du mercredi 19 octobre, on lit les propos suivants tenus par le premier ministre:

S'il est vrai que les difficultés que nous éprouvons présentement sont dues au fait que nous vivons au-dessus de nos moyens, le remède devrait être plutôt simple. Il suffit de vivre selon nos moyens—et encore une fois je répète que si notre pays veut vivre selon ses moyens nous devons produire davantage pour continuer à consommer dans la même mesure. Je reconnais que notre gouvernement et d'autres ont commis des erreurs, comme je l'ai déjà dit, en essayant de trop donner d'avantages sociaux à la population canadienne sans que les Canadiens ne soient prêts à les payer en acceptant qu'il y ait un ralentissement dans l'augmentation de leurs gains réels.

Je le répète, c'est une façon d'admettre que les largesses faites par le gouvernement depuis dix ans sont à la racine même des problèmes qui nous assaillent aujourd'hui. Le premier ministre a ajouté que le président du Conseil du Trésor (M. Andras) s'était rendu compte de la gravité de la situation et qu'il était à la recherche d'une solution. Eh bien, nous n'avons pas encore tellement la preuve de cela.

Je pense qu'il convient, et je voudrais demander à la Chambre de se montrer indulgente, d'examiner en détail la question des dépenses du gouvernement, pourquoi elles atteignent aujourd'hui 45 milliards de dollars et ce que nous pouvons et devons faire pour changer cet état de choses. Nous devons réduire la fantastique saignée que le gouvernement inflige aux contribuables canadiens, et leur laisser en poche une plus grande partie de ce qu'ils gagnent, afin qu'ils puissent poursuivre les activités tellement nécessaires au relancement de l'économie.

Il faut admettre que les pressions exercées sur le gouvernement pour l'inciter à la dépense sont énormes. Sans aucun doute, tel groupe et telle région cherchent constamment à obtenir davantage du gouvernement et à pousser à la roue. Cependant, c'est là le prix d'un véritable sens de la direction. C'est aux gouvernements de résister et de prendre les décisions raisonnables, face à ces pressions. C'est en tout cas ce qu'ils sont censés faire. J'admets donc que ces pressions existent, mais je prétends également qu'il appartient au gouvernement de faire le tri des revendications et de ne pas s'y soumettre automatiquement.

La deuxième raison, c'est que le régime fiscal en vigueur au Canada est conçu de manière très élastique. Au fur et à mesure de la croissance de l'économie, la ponction du gouvernement augmente automatiquement, même sans qu'il y ait augmentation de l'impôt. Les recettes du gouvernement tirées